

le poing levé

Tract édité par le secteur jeune de la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire) - (le 09/06/05)



Après le Non au libéralisme, Préparons les luttes pour renverser le capitalisme !

La victoire du Non à la constitution européenne est une revanche pour tous ceux qui luttent contre les politiques libérales et sécuritaires menées par la gauche comme par la droite pour détruire nos droits démocratiques et sociaux. Le Non, venant des quartiers populaires et de la jeunesse, a fait exploser au grand jour une crise politique et sociale qui mûrit depuis l'élection présidentielle de 2002. C'est en effet une claquette aux partis parlementaires, PS et UMP, qui ont gouverné ensemble ou alternativement depuis 20 ans, construisant une Europe capitaliste et guerrière à l'image de la politique qu'ils mènent au niveau national.

Rompre avec les mensonges du libéralisme...

Le mouvement lycéen a participé à l'accentuation de cette crise, en s'intégrant aux mobilisations nombreuses des travailleurs pour les salaires, pour une autre répartition des richesses et contre l'augmentation du temps de travail. Ce mouvement global a bouleversé la situation politique, faisant du Non au référendum le prolongement politique des luttes sociales. Le pouvoir craint aujourd'hui que cette victoire électorale encourage les luttes pour faire reculer les patrons et les gouvernants présents ou futurs.

A droite comme à gauche, les politiciens se démènent pour empêcher cela et masquer la crise politique. L'«impulsion anti-chômage» du gouvernement Villepin-Sarkozy se réduit à la précarisation généralisée : de nouveaux contrats de travail avec une période d'essai de deux ans pour faciliter les licenciements ! Côté Sarkozy, c'est le durcissement de la répression contre les travailleurs immigrés, les militants des luttes, les lycéens et salariés comme les postiers à Bordeaux. Après le matraquage médiatique pour faire passer leur constitution, c'est avec de vraies matraques qu'ils comptent imposer leur politique. A gauche, tous, partisans du Oui comme du Non, préparent le grand rassemblement pour faire gagner la gauche en 2007. Une gauche soumise au libéralisme, qui a gouverné de 1997 à 2002, expulsant les sans-papiers, privatisant à tour de bras, soulevant les lycéens contre elle en 98 et 99, prônant plus de sécuritaire, voilà avec quoi ils voudraient endormir notre révolte.

... pour construire dans les luttes une alternative révolutionnaire

Mais le Non du 29 mai est un début de rupture avec les mensonges des partis institutionnels, qui veulent nous faire croire qu'une culture accessible à tous, une réelle égalité sociale, une réelle démocratie est possible dans le cadre de l'économie capitaliste et de ses institutions. Lors de l'entre-deux tours des présidentielles de 2002, ce mensonge s'est incarné dans Chirac, « sauveur de la démocratie ». En 2003 contre Bush et la guerre en Irak, c'est ce même sauveur qui est appelé en renfort pour masquer une mondialisation de moins en moins heureuse mais de plus en plus guerrière. Demain, ils voudront nous faire accepter un nouveau sauveur, de gauche cette fois-ci, face à la crise économique et politique. Mais une large fraction de la jeunesse, éduquée dans ce mensonge, confrontée dans la lutte avec la réalité d'un système d'exploitation que la répression participe à dévoiler, est en train de rompre. Avec elle, c'est l'ensemble du mouvement social qui commence à s'émanciper de l'illusion paralysante d'un possible aménagement social du capitalisme, d'un possible capitalisme non libéral qu'alimentent les directions des syndicats et des partis de gauche.

Notre avenir n'est pas dans les urnes de 2007, ni dans un quelconque changement de gouvernement, notre avenir est dans la préparation des luttes sociales et politiques, dans la construction d'une force révolutionnaire pour renverser cette société capitaliste.

Mercredi 22 juin 18 h
Réunion - débat :
« Europe - USA : concurrence impérialiste et guerres mondiales »
Local LCR, 99 rue Camille Sauvageau

Police partout, justice nulle part !

Retrait de toutes les sanctions contre les postiers !

Dans la grande entreprise de privatisation des services publics, la Poste ne fait pas exception : la direction veut supprimer 80 centres de tri (sur 120) et des milliers d'emplois. A Bordeaux cela se traduit par une réorganisation : suppression de 48 postes et bouleversement des régimes de travail. Les syndicats ont exigé des négociations, ce qui leur a été clairement refusé. Les postiers ont donc organisé une succession de grèves, bloqués des comités techniques, sans aucune réponse.

Le 25 mai, ils sont alors intervenus durant le CHSCT (Comité d'Hygiène et de Sécurité des Conditions de Travail), exigeant à nouveau des négociations ; faisant face à un nouveau refus, ils ont décidé de bloquer les entrées du centre de tri jusqu'à ce que les dirigeants acceptent de discuter. Le blocage a duré de 15h30 à 12h le lendemain. Des plateaux repas ont été distribués, et on sait qu'à minuit les 5 cadres ont reçu l'ordre par téléphone de ne pas sortir et de refuser toute nourriture, la direction cherchant clairement l'incident pour justifier l'intervention de la

police. A midi, le GIPN (Groupe d'Intervention de la Police Nationale, cellule anti-terroriste et contre le grand banditisme !!) est alors intervenu. Neuf militants syndicaux ont été placés en garde-à-vue.

Des poursuites judiciaires sont entamées contre ces 9 postiers pour « séquestration de plus de 5 jours dans le cadre d'un conflit de travail », avec à la clé des peines allant jusqu'à 10 ans de prison et 75 000 euros d'amende ! Cinq de leurs collègues sont aussi inculpés et tous sont mis à pied et menacés de licenciement.

La volonté du patronat de criminaliser les mouvements sociaux est ici très claire. Solidarité avec tous les postiers en grève, retrait de toute poursuite judiciaire et disciplinaire, pas de suppression de postes !

Pour tous ceux qui le peuvent, les prochains rassemblements de sou-

SOLIDARITE

14

SYNDICALISTES

Lycéens : après les CRS, les tribunaux

Face aux lycéens manifestant massivement contre la loi Fillon, ce sont toutes les institutions de l'Etat qui ont été mobilisées : après le parlement faisant passer en force la loi par une procédure d'urgence pour prendre de vitesse les lycéens, après la violence policière, les coups de matraque, les gaz, les interpellations... voici venu le temps de la répression judiciaire. Et la justice ne fait pas dans la dentelle : les premières condamnations sont lourdes.

Petit rappel : en avril, pressé d'éteindre tout foyer de contestation (de peur de la contagion avant le référendum), le gouvernement envoie les CRS cogner sur les lycéens à chaque fois qu'ils manifestent. La répression se déchaîne : les gardes-à-vue se multiplient au cours des manifestations, ainsi que les mises en examen, pour des motifs plus ou moins loufoques (« outrage » et « dégradation de biens » le plus souvent). Par exemple après l'occupation du toit d'un bâtiment ministériel, ce sont plus de 160 lycéens mis en garde-à-vue (dont certaines dureront 48 heures), et 9 mis en examen.

Aujourd'hui, les condamnations pleuvent : certains ont pris des peines de prison avec sursis (plusieurs mois), des milliers d'euros d'amende, des centaines d'heures de TIG (travaux d'intérêt général) !

C'est le délire. A Paris, un membre de la coordination lycéenne, accusé d'avoir craché sur un flic (ce qu'il conteste, évidemment), vient de prendre 5 mois de prison avec sursis et 500 euros d'amende ; le tribunal a refusé d'entendre ses témoins, le flic accusateur a même osé déclarer « *ils nous attaquent avec toutes sortes de projectiles. Plusieurs d'entre nous sont blessés, jamais les lycéens* », ce qui ne manque pas de sel. A noter qu'heureusement, dans cette lutte inégale, le Parti Socialiste a su choisir son camp : il a courageusement demandé dans un communiqué la condamnation du lycéen. **Aide la police, tape-toi dessus !**

Rencontres Internationales de Jeunes révolutionnaires

23 au 30 juillet à Barbaste (Agen) :
**avec 500 jeunes du monde entier,
débatte pour changer le
monde !**

Contactez-nous pour plus d'info.

LCR

Pour joindre la LCR, n'hésitez pas à prendre contact avec les militants.
Local LCR (Quartier St Michel) : 99, rue Camille Sauvageau- 33800 BORDEAUX
Tel : 05 56 91 40 25 ou lepoingleve@laposte.net